



Niger



Mission de contrôle hiérarchique de la DGPN dans les régions de Dosso, Tahoua, Maradi et Zinder

Dans le cadre de l'évaluation des mécanismes de contrôle interne dans les Directions Régionales de la Police Nationale (DGPN), la Direction de la Sécurité Publique (DSP) a effectué une mission terrain du 26 Octobre au 03 Novembre en collaboration avec DCAF. Au vu de l'importance accordée par le DGPN à la nécessité d'un contrôle de plusieurs thématiques, les directions de la Logistique et des Infrastructures, celle de l'Information et des Relations Publiques, celle de la Transmission et de l'Informatique, celle des Ressources Humaines, l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants, des Compagnies Nationales de Sécurité (en charge de maintien de l'ordre) se sont jointes à la DSP pour échanger sur les différentes procédures, directives du nouveau DGPN. Les domaines concernés par le contrôle interne sont : la gestion et l'utilisation des armes, la gestions des équipements et l'entretien des bâtiments, la gestion du personnel, l'affirmation d'un leadership de la hiérarchie intermédiaires ; le respect et l'application des arrêtés et mesures prises par le DGPN, et le comportement des policiers (respect de la déontologie et intégrité). L'objectif de cette mission était de redynamiser la réalisation du

contrôle interne des unités en produisant des rapports d'évaluation des mécanismes mis en place. Tout cela aura pour finalité à moyen terme d'améliorer la qualité des services rendus à la populations.



Travaux du Comité technique du ministère de La Défense Nationale du Niger à la révision et validation des textes

Du 26 au 28 octobre se sont tenus les travaux du Comité technique du ministère de La Défense Nationale du Niger à la révision des textes et la validation entre experts sur les textes additifs, faisant suite à la validation de la compilation des textes légaux régissant le secteur de La Défense nationale au Niger de 1960 à 2022. Cette activité vise l'accessibilité du cadre normatif et juridique du ministère de la Défense ainsi que son alignement au cadre de la Gouvernance Sécuritaire de la CEDEAO permettant le contrôle du Secteur avec l'appui du DCAF à l'Intendance Militaire de Niamey.



Atelier de révision des textes de l'IGSS

Du 24 au 27 octobre, un atelier de révision des textes de l'Inspection Générale des Services de Sécurité (IGSS) s'est tenu à Dosso, avec notamment des échanges d'expériences sur l'organisation de l'Inspection Générale des Armées et de la Gendarmerie Nationale (IGAGN), de l'Inspection Générale de l'Administration Territoriale (IGAT), de l'Inspection de la Douane et de l'Inspection Générale de la Gouvernance Administrative. Parmi les succès de cette activité est la création de quatre services rattachés au cabinet de l'IG à savoir : le service des ressources humaines ; le service des ressources financières et du matériel ; le service des relations extérieures, de la communication et de la coopération ; le service des archives, de la documentation, et des statistiques. Ces services permettent une meilleure gestion des ressources humaines et matérielles ainsi qu'une visibilité de l'IGSS à travers une stratégie de communication cohérente et le renforcement de sa coopération avec les autres structures et organismes nationaux et internationaux.

Mali



Atelier de lancement du CCS de San et formation de ses membres

Dans le cadre de l'opérationnalisation du Comité Consultatif de Sécurité de San, le Commissariat à la RSS (C-RSS) en partenariat avec DCAF a organisé un atelier de lancement des activités dudit Comité et la formation de ses membres le 02 et 03 novembre. Le Comité est composé d'un large éventail d'acteurs, tels que les FDS, les OSC (jeunes et femmes), les autorités coutumières et religieuses, les autorités politiques et administratives et les médias locaux. Au cours de cet atelier, les membres ont été formés sur leurs rôles et responsabilités pour assurer le bon déroulement des activités. Pour une meilleure préparation de l'activité, l'équipe DCAF en compagnie d'un membre du C-RSS ont effectué en amont une visite de deux jours (31 octobre et 1er novembre) au cours duquel des réunions préparatoires avec les autorités administratives et politiques et OSC concernés ont eu lieu. Au total 69 représentants (dont 3 femmes et 66 hommes) des acteurs et DCAF ont pris part. L'atelier a été l'occasion pour les différents acteurs d'échanger sur les fondamentaux de la RSS, le Cadre institutionnel, l'état des lieux, la Stratégie nationale RSS ainsi que les rôles et responsabilités des Comités consultatifs de Sécurité et leurs membres.

Appui à l'Inspection des Services de la Sécurité et de la Protection Civile (ISSPC) pour la réalisation d'une enquête administrative pré-disciplinaire (EAPD)

Dans le cadre du soutien des acteurs de supervision et de contrôle interne au Mali, le DCAF a appuyé l'ISSPC pour la réalisation d'une enquête administrative pré-disciplinaire sur les tracasseries et sécurisation des postes de contrôle routiers. Cette enquête a pour but de s'assurer que les Inspecteurs sont capables de mener des missions enquête administrative pré-disciplinaire conformément aux normes apprises, déceler les mauvais comportements du personnel des services de sécurité et de protection civile exerçant le long des axes routiers et aux frontières terrestres, s'assurer que les recommandations formulées lors des missions précédentes d'EAPD ont été appliquées et afin d'évaluer l'état des relations entre les services de sécurité et les populations dans les zones cibles (police de proximité). La mission a démarré le 15 octobre et se terminera au courant de la première quinzaine du mois de novembre.

Burkina Faso



Réunion stratégique du comité consultatif

Le DCAF, en collaboration avec ses partenaires nationaux a initié une réunion du comité consultatif pour réfléchir sur les défis et enjeux de la GRSS au Burkina Faso dans un contexte de changement politique. Cette rencontre qui a regroupé une douzaine de partenaires étatique et non étatique dont L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption (ASCE /LC), le Secrétariat General a la Défense Nationale (SGDN), le Conseil National des Droits Humains (CNDH), le Médiateur du Faso, le Réseau National de Lutte Anti-corruption (REN LAC), le Centre National de Presse Norbert ZONGO (CNP NZ), le Centre d'Etude Stratégique de l'Afrique (CESA), le Plan Nationale de Développement Economique et Sociale (SP PNDES) et des personnes ressources, a servi de cadre d'échange autour de l'état de mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité en cours au Burkina. La réunion a surtout permis de faire le point sur les défis et opportunités pour un renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité dans un contexte sécuritaire et politique en pleine mutation.



Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).